

Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 31 mars 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon les perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds Monétaire international en avril 2014, la croissance mondiale s'est accélérée au deuxième semestre 2013 pour atteindre 3,6 %, soit une hausse marquée par rapport aux 2,6 % enregistrés lors du semestre précédent. Cette accélération provient, pour majeure partie, des pays avancés, tandis que la croissance des pays émergents n'a progressé que modestement. Toujours selon le FMI, l'économie mondiale devrait s'affermir pour atteindre 3,6 % sur l'ensemble de l'année 2014 (après +3 % en 2013, +3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance est en hausse au premier trimestre 2014, avec un PIB qui augmente de 0,2 %. Après une progression de 0,2 % au quatrième trimestre 2013, le PIB français est stable (+0,0 %) au premier trimestre 2014. Cette stabilité s'explique principalement par la légère augmentation de la production (la production totale de biens et services croît de 0,2 %) alors que la consommation se replie (les dépenses de consommation des ménages reculent de 0,5 %) et que le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB (-0,2 point).

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de 10 points de base à 0,15 %, le taux de la facilité de prêt marginal de 35 points de base à 0,40 % et le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,10 % (soit un taux négatif). Ces baisses de taux sont accompagnées d'un ensemble d'autres mesures visant à soutenir l'économie réelle et à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Lors de sa conférence de presse, M. Draghi a indiqué que : « Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. (...) De plus, si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie. Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation. ».

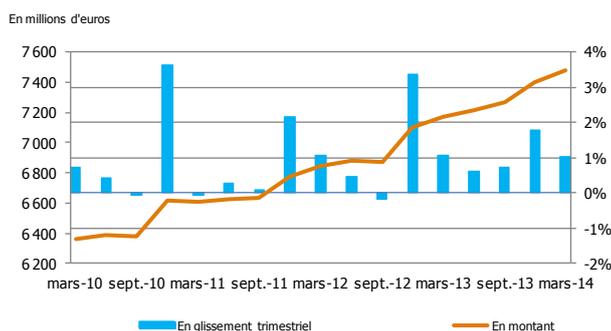
DES INDICATEURS FINANCIERS BIEN ORIENTÉS EN DÉBUT D'ANNÉE

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,4 milliards d'euros, est plus dynamique au premier trimestre 2014 qu'au trimestre précédent (+2,9 % après +0,8 % en décembre 2013). Cette croissance est la plus élevée depuis septembre 2011. Sur un an, le rythme de croissance s'accélère fortement (+4,7 % après +2,9 % fin 2013).

L'encours sain des crédits aux entreprises se redresse à fin mars 2014 (+2,7 % sur trois mois après -0,9 %). Cependant, cette augmentation est essentiellement liée à un net rebond des comptes ordinaires débiteurs en raison d'une opération ponctuelle. La progression des financements consentis aux ménages est modérée (+0,4 %) impactés par le recul des crédits à la consommation (-1,1 %) et le ralentissement des crédits à l'habitat.

La collecte nette d'actifs financiers continue de croître en début d'année mais à une moindre vitesse (+1,0 % sur trois mois après +1,8 % fin 2013).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT ENCORE CONTRASTÉE

Progression des crédits aux entreprises

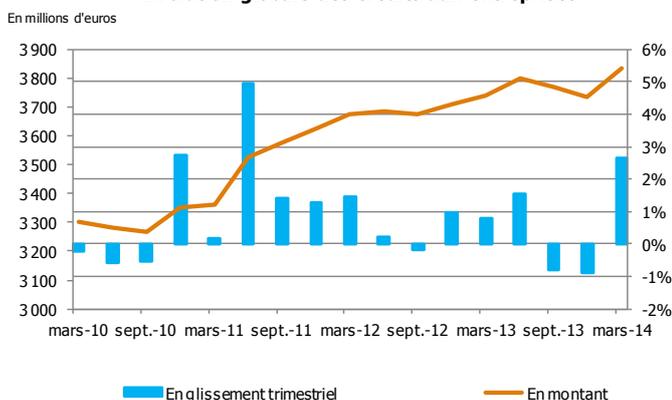
Après une fin d'année 2013 en demi-teinte, **l'activité de crédit aux entreprises** enregistre une croissance positive en début d'année : l'encours croît de 2,7 % sur trois mois pour atteindre 3,8 milliards d'euros. Sur un an, l'encours connaît une évolution similaire (+2,5 % après +0,6 % en décembre 2013).

La reprise observée est essentiellement liée au rebond **des crédits d'exploitation** (+19,9 % sur trois mois après -11,9 % fin 2013). Néanmoins, cette évolution est exclusivement liée à la hausse marquée des comptes ordinaires débiteurs (+64,4 %) elle-même imputable à une opération exceptionnelle réalisée par une unique contrepartie.

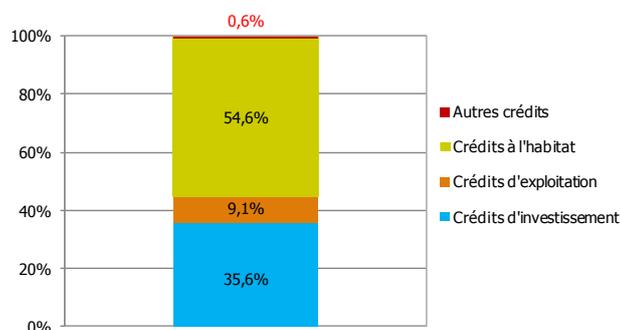
En phase avec une amélioration des prévisions d'investissement des chefs d'entreprises, **les crédits d'investissement** sont bien orientés, tant en rythme trimestriel (+2,8 %) qu'annuel (+2,1 %). Face à l'atonie de l'activité économique, cette évolution serait toutefois limitée aux seuls besoins de renouvellement. Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent de 2,4 % sur le trimestre. Au sein de ce type de crédits, l'investissement des entrepreneurs individuels, jusqu'ici particulièrement atone, est relativement dynamique (+4,4 % sur trois mois et +1,9 % sur un an). En revanche, si les opérations de crédit bail progressent sur trois mois (+4,6 %), elles s'inscrivent en forte baisse sur douze mois (-5,6 %) en raison notamment de la dégradation de l'activité dans le secteur du commerce.

Les crédits immobiliers, qui représentent 54,7 % des encours de crédit octroyés aux entreprises, sont quant à eux stables à fin mars (+0,2 %). Sur un an ils progressent faiblement (+0,6 %).

Évolution globale des crédits aux entreprises



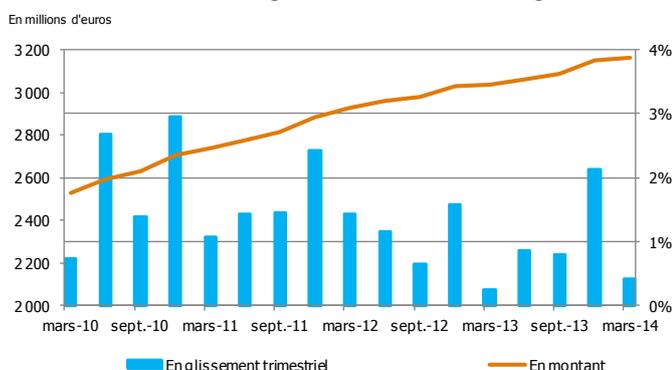
Répartition des crédits aux entreprises



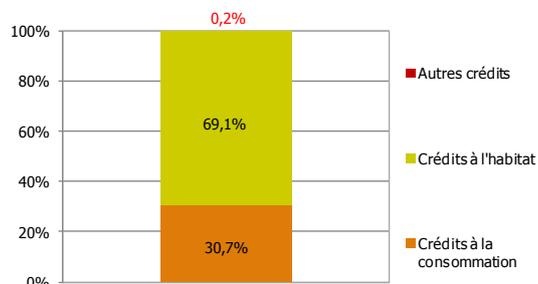
Tassement des crédits aux ménages

Les financements consentis aux ménages se tassent en début d'année. À 3,2 milliards d'euros, l'encours sain des crédits progresse faiblement sur trois mois (+0,4 %, soit +13,1 millions €), après avoir connu une embellie fin 2013 (+2,1 % après +0,8 % en septembre 2013). Sur un an, le rythme de croissance de l'encours tend en revanche à s'accélérer (+4,3 % après +4,1 % en décembre 2013 et +3,5 % en septembre 2013).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



L'encours des crédits à la consommation s'inscrit en repli sur le trimestre (-1,1 %) mais aussi sur l'année (-0,3 %). Cette diminution est allée de pair avec celle des immatriculations de véhicule (-31,2 % par rapport au quatrième trimestre 2013 et -3,5 % sur un an).

Le financement de l'habitat des ménages continue de croître mais à vitesse réduite (+1,1 % sur trois mois après +2,7 % fin 2013). L'évolution annuelle reste toutefois dynamique (+6,4 %). L'encours, qui concentre 69 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens, s'établit désormais à 2,2 milliards d'euros.

Augmentation des crédits aux collectivités

La hausse **des crédits alloués aux collectivités locales** se poursuit en début d'année (+3,0 % après +2,2 % en décembre 2013). L'encours sain s'élève désormais à 917,8 millions d'euros. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (97,6 % de l'ensemble), affichent une bonne performance (+3,2 % sur trois mois et +7,5 % sur un an).

Amélioration globale de la sinistralité

L'encours **des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement enregistre une faible hausse sur trois mois (+0,6 %) pour atteindre 495,2 millions d'euros à fin mars. Sur un an, ce dernier affiche un nouveau recul (-7,4 % après -10,6 % en décembre 2013). **Le taux de créances douteuses brutes** est relativement stable sur le trimestre (-0,1 point) et s'établit à 6,7 %. En rythme annuel, l'amélioration du taux de créances douteuses brutes est plus marquée (-0,8 point). Le taux de provisionnement des banques locales est en légère baisse (-0,5 point sur trois mois et -0,9 point sur un an).

DES ACTIFS FINANCIERS MOINS DYNAMIQUES

Les actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe continuent de progresser au premier trimestre mais à un rythme plus modéré. À 7,5 milliards d'euros, l'encours augmente de 1,0 % sur trois mois après une hausse de 1,8 % en décembre 2013.

Cette évolution est identique à celles observées les années précédentes à la même période (+1,1 % en mars 2013 et +1,0 % en mars 2012).

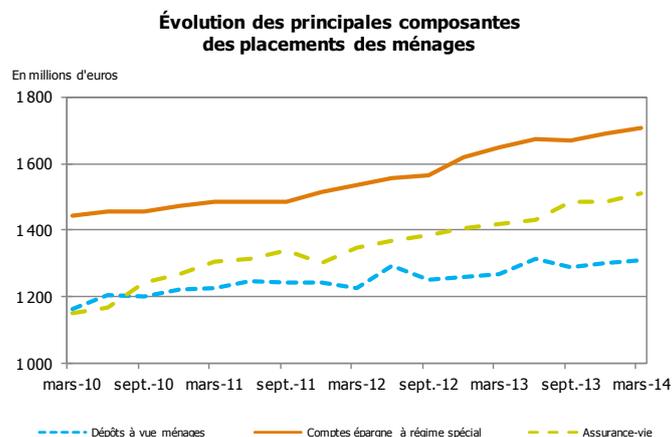
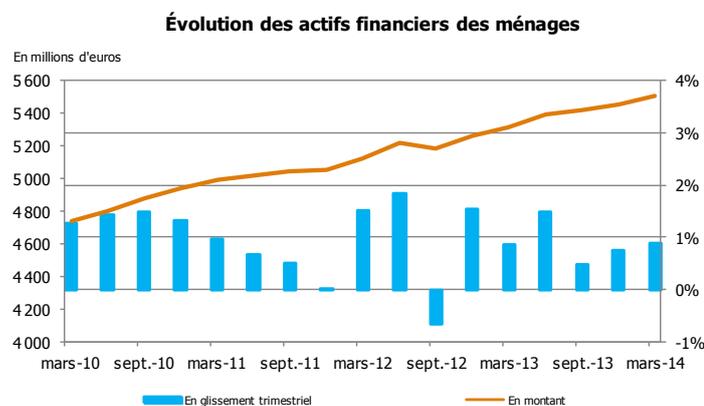
En glissement annuel, le rythme de progression de l'encours des actifs financiers se maintient (+4,2 % après +4,3 % en décembre 2013).

Après avoir légèrement diminué fin 2013 (-0,6 %), **les placements liquides ou à court terme** renouent avec une croissance positive (+1,8 %), bénéficiant du dynamisme des placements indexés sur les taux de marché (+3,5 %).

L'épargne longue croît plus rapidement (+1,3 % après +0,3 % fin 2013) tandis que **les dépôts à vue**, principaux actifs financiers détenus par les agents économiques (34,9 % du total des actifs financiers), stagne (+0,1 %).

Croissance modérée de l'épargne des ménages

Les placements des ménages, qui représentent 73,7 % des placements totaux, demeurent peu dynamiques sur le trimestre (+0,9 % après +0,8 % en décembre 2013 et +0,5 % en septembre 2013). Néanmoins, en rythme annuel, l'encours enregistre une croissance plus soutenue (+3,7 %).



Les dépôts à vue progressent faiblement sur trois mois (+0,5 % après +0,9 % en décembre 2013) mais restent bien orientés sur un an (+3,1 %).

Les placements liquides ou à court terme connaissent un ralentissement de leur rythme de croissance (+0,7 % après +1,2 % fin 2013) en raison de la baisse des placements indexés sur les taux de marché (-1,8 %). En revanche, les comptes d'épargne à régime spécial continuent d'augmenter (+1,0 %).

Parallèlement, **l'épargne à long terme** enregistre une accélération de son rythme de progression (+1,3 % après +0,3 % en décembre 2013). L'assurance-vie, premier produit d'épargne à long terme des ménages (65,7 % du total), retrouve une croissance trimestrielle positive (+1,8 % après -0,1 % au quatrième trimestre 2013) et affiche une bonne performance sur un an (+6,5 %).

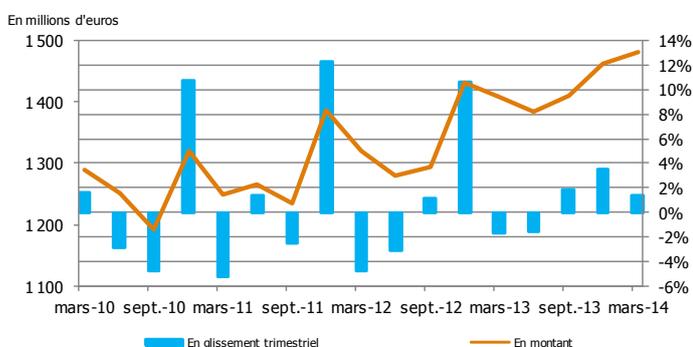
Progression ralentie des placements des entreprises

Les actifs financiers globaux des sociétés non financières affichent une nouvelle hausse à fin mars (+1,4 %), quoique moins marquée qu'au trimestre précédent (+3,5 %).

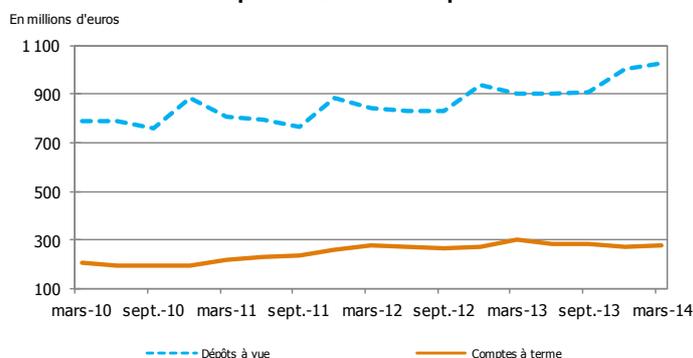
Les dépôts à vue augmentent de 2,2 % sur trois mois. Cette évolution succède au pic saisonnier généralement observé en fin d'année (+10,5 % à fin décembre 2013). Sur douze mois, ces derniers enregistrent leur plus forte croissance (+14,2 %) depuis fin 2007.

Après sept trimestres consécutifs de baisse, **l'épargne longue** affiche une timide augmentation (+0,6 %) au 31 mars 2014. À l'inverse, la baisse **des placements liquides ou à court terme** se poursuit (-0,4 % sur trois mois et -10,1 % sur un an).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Hausse plus contenue des actifs des autres agents

Les placements des autres agents enregistrent un net tassement de leur rythme de progression : l'encours croît de 1,6 % après +8,7 % en décembre 2013. Cette perte de vigueur est principalement imputable à la chute des dépôts à vue (-8,4 % après +11,4 % trois mois plus tôt).

MÉTHODOLOGIE

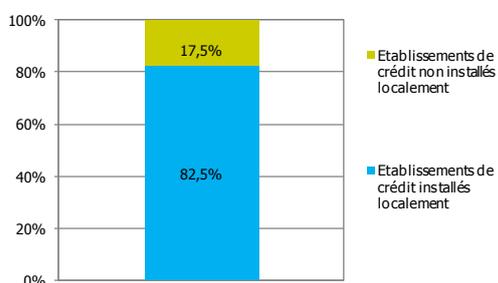
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

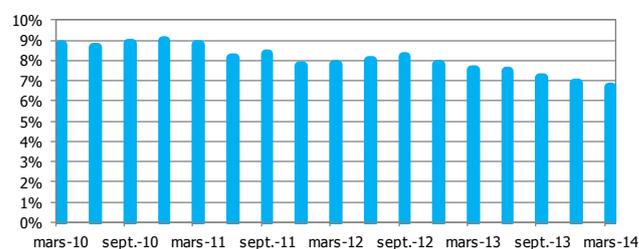
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	380,7	314,9	338,7	292,6	365,6	329,3	290,3	348,0	19,9%	18,9%
Créances commerciales	29,2	27,3	31,0	34,1	41,6	39,3	34,6	32,7	-5,5%	-4,2%
Crédits de trésorerie	170,7	150,7	141,3	132,5	145,8	153,4	123,2	118,9	-3,4%	-10,2%
(dt) Entrepreneurs individuels	40,9	38,5	37,0	34,8	33,9	33,0	33,5	33,6	0,1%	-3,4%
Comptes ordinaires débiteurs	158,7	108,6	137,6	105,0	155,9	117,2	104,2	171,2	64,3%	63,0%
Affacturage	22,1	28,3	28,8	21,0	22,3	19,4	28,3	25,2	-11,1%	20,2%
Crédits d'investissement	1 312,3	1 316,3	1 416,5	1 339,2	1 311,4	1 290,5	1 330,2	1 366,8	2,8%	2,1%
Crédits à l'équipement	1 073,3	1 072,6	1 172,8	1 097,6	1 074,0	1 067,6	1 112,1	1 138,7	2,4%	3,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	104,3	115,6	114,3	67,8	66,6	65,9	66,2	69,1	4,4%	1,9%
Crédit-bail	239,0	243,7	243,7	241,6	237,4	222,9	218,1	228,2	4,6%	-5,6%
Crédits à l'habitat	1 590,4	1 707,8	1 895,0	2 082,6	2 098,1	2 126,4	2 090,5	2 095,6	0,2%	0,6%
Autres crédits	18,1	21,4	25,9	26,8	24,1	22,8	24,8	24,4	-1,5%	-9,0%
Encours sain	3 301,5	3 360,5	3 676,1	3 741,2	3 799,1	3 769,0	3 735,8	3 834,9	2,7%	2,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	900,9	947,9	972,9	975,3	971,3	975,4	982,8	972,3	-1,1%	-0,3%
Crédits de trésorerie	824,5	869,6	892,0	898,3	897,3	897,9	908,9	893,5	-1,7%	-0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	45,5	50,9	53,5	52,2	50,3	54,3	51,6	52,9	2,4%	1,2%
Crédit-bail	30,8	27,4	27,4	24,9	23,8	23,2	22,3	26,0	16,7%	4,5%
Crédits à l'habitat	1 624,1	1 786,9	1 949,4	2 054,8	2 084,1	2 104,0	2 161,8	2 185,4	1,1%	6,4%
Autres crédits	1,4	1,7	3,3	3,6	4,5	4,9	5,7	5,7	-0,6%	57,5%
Encours sain	2 526,4	2 736,6	2 925,6	3 033,8	3 059,8	3 084,3	3 150,3	3 163,4	0,4%	4,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	7,5	9,9	75,1	26,5	22,4	14,5	14,7	14,3	-3,2%	-46,1%
Crédits de trésorerie	6,8	9,3	11,4	16,2	8,5	13,6	13,0	12,4	-4,3%	-23,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,7	0,6	63,8	10,3	13,9	0,9	1,7	1,8	5,2%	-82,3%
Crédits d'investissement	695,7	725,4	778,5	833,3	818,6	848,0	868,3	896,0	3,2%	7,5%
Crédits à l'équipement	695,2	725,0	778,3	833,2	818,5	848,0	868,2	896,0	3,2%	7,5%
Autres crédits	11,3	11,6	9,3	8,5	8,0	9,1	7,7	7,5	-2,4%	-11,2%
Encours sain	714,5	746,9	863,0	868,2	849,0	871,7	890,7	917,8	3,0%	5,7%
Autres agents										
Encours sain	263,4	357,7	323,0	338,3	321,5	325,9	336,9	436,6	29,6%	29,1%
TOTAL										
Encours sain	6 805,8	7 201,6	7 787,7	7 981,5	8 029,4	8 050,8	8 113,7	8 352,7	2,9%	4,7%
dont ECNIL	1 247,6	1 285,4	1 407,8	1 396,2	1 409,5	1 391,3	1 411,6	1 463,1	3,6%	4,8%
Créances douteuses brutes	596,4	646,9	619,4	598,0	597,4	574,8	561,6	529,8	-5,7%	-11,4%
dont ECIL	533,5	567,9	540,6	534,9	532,9	512,1	492,3	495,2	0,6%	-7,4%
Créances douteuses nettes	242,8	279,4	252,1	219,9	221,8	209,3	215,9	184,4	-14,6%	-16,2%
(dt) Entreprises	171,2	213,7	194,4	157,0	156,0	144,8	152,6	120,2	-21,2%	-23,4%
(dt) Ménages	66,2	58,3	48,4	54,1	51,5	50,2	49,3	53,6	8,6%	-0,9%
Provisions	353,7	367,5	367,2	378,2	375,5	365,5	345,7	345,5	-0,1%	-8,6%
Encours brut total	7 402,2	7 848,6	8 407,1	8 579,5	8 626,8	8 625,6	8 675,3	8 882,5	2,4%	3,5%
Taux de créances douteuses	8,1%	8,2%	7,4%	7,0%	6,9%	6,7%	6,5%	6,0%	-0,5pt(s)	-1pt(s)
dont ECIL	8,8%	8,8%	7,8%	7,5%	7,5%	7,1%	6,8%	6,7%	-0,1pt(s)	-0,8pt(s)
Taux de provisionnement	59,3%	56,8%	59,3%	63,2%	62,9%	63,6%	61,6%	65,2%	3,7pt(s)	2pt(s)
dont ECIL	66,3%	64,7%	67,9%	70,7%	70,5%	71,4%	70,2%	69,8%	-0,5pt(s)	-0,9pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	1 288,4	1 249,6	1 320,3	1 406,9	1 385,0	1 411,2	1 461,1	1 481,7	1,4%	5,3%
Dépôts à vue	788,8	804,5	844,0	899,3	900,5	910,1	1 005,3	1 027,4	2,2%	14,2%
Placements liquides ou à court terme	448,2	391,3	420,7	469,8	449,5	467,7	423,9	422,4	-0,4%	-10,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,9	4,2	1,8	3,9	3,3	5,6	5,1	4,1	-18,2%	7,1%
Placements indexés sur les taux de marché	445,3	387,0	418,9	465,9	446,2	462,1	418,8	418,2	-0,2%	-10,2%
<i>dont comptes à terme</i>	206,5	216,5	275,8	300,2	283,7	285,2	269,6	277,2	2,8%	-7,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	191,1	131,6	107,4	118,8	105,4	116,6	96,0	92,2	-4,0%	-22,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	47,6	38,9	35,6	46,8	57,0	60,3	53,1	48,7	-8,2%	4,2%
Épargne à long terme	51,4	53,8	55,6	37,8	35,1	33,5	31,8	32,0	0,6%	-15,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	24,5	28,2	25,5	17,1	14,8	12,9	13,0	13,1	1,2%	-23,3%
Ménages	4 736,9	4 990,6	5 127,1	5 312,8	5 391,5	5 417,3	5 458,2	5 506,9	0,9%	3,7%
Dépôts à vue	1 164,7	1 224,8	1 225,1	1 269,1	1 314,0	1 290,8	1 302,4	1 308,5	0,5%	3,1%
Placements liquides ou à court terme	1 625,7	1 673,2	1 771,2	1 846,9	1 869,4	1 864,0	1 886,4	1 899,6	0,7%	2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 443,0	1 483,9	1 537,3	1 648,1	1 672,0	1 670,0	1 689,7	1 706,5	1,0%	3,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	616,2	618,7	628,3	637,9	639,5	639,4	640,1	646,0	0,9%	1,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	512,8	550,0	593,0	662,4	677,3	673,5	686,7	694,5	1,1%	4,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,8	14,5	14,5	14,8	14,8	15,2	14,8	-2,4%	1,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,5	49,1	47,0	43,1	43,2	43,0	40,5	37,7	-6,8%	-12,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	135,6	138,9	143,8	181,2	188,3	191,6	199,2	205,7	3,3%	13,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,0	112,5	110,8	108,9	108,9	107,8	108,0	107,7	-0,3%	-1,0%
Placements indexés sur les taux de marché	182,7	189,3	233,9	198,9	197,4	194,0	196,8	193,2	-1,8%	-2,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	123,7	138,2	195,1	169,2	169,1	166,8	170,4	167,3	-1,8%	-1,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,8	0,8	0,7	0,4	0,4	0,3	0,2	-15,0%	-67,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	58,3	50,3	38,0	29,0	27,9	26,7	26,1	25,7	-1,7%	-11,4%
Épargne à long terme	1 946,4	2 092,6	2 130,8	2 196,7	2 208,1	2 262,4	2 269,4	2 298,8	1,3%	4,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	439,7	445,4	448,6	457,5	459,4	461,4	472,6	476,5	0,8%	4,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	80,2	74,6	70,8	68,9	67,9	66,6	65,7	65,0	-1,0%	-5,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,8	6,0	5,7	5,6	5,5	6,2	5,6	5,5	-1,9%	-1,7%
<i>dont portefeuille titre</i>	182,7	187,0	193,7	187,0	186,6	184,5	183,3	183,0	-0,2%	-2,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	85,9	74,8	62,9	59,1	56,3	57,3	57,5	57,8	0,6%	-2,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 151,1	1 304,7	1 349,1	1 418,5	1 432,4	1 486,4	1 484,7	1 510,9	1,8%	6,5%
Autres agents	332,7	369,1	401,0	453,0	440,6	441,1	479,7	487,4	1,6%	7,6%
Dépôts à vue	201,1	235,2	267,4	253,1	274,1	266,0	296,4	271,6	-8,4%	7,3%
Placements liquides ou à court terme	112,9	107,0	115,9	178,6	148,7	156,7	162,4	194,7	19,9%	9,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	42,3	44,5	45,7	54,4	57,1	60,2	64,8	67,9	4,7%	24,8%
Placements indexés sur les taux de marché	70,6	62,6	70,1	124,2	91,6	96,4	97,6	126,9	30,0%	2,1%
<i>dont comptes à terme</i>	39,7	20,1	42,3	62,6	63,9	76,8	74,4	90,3	21,4%	44,3%
Épargne à long terme	18,7	26,8	17,7	21,3	17,8	18,5	20,9	21,0	0,8%	-1,0%
Total actifs financiers	6 358,0	6 609,3	6 848,4	7 172,7	7 217,1	7 269,6	7 399,0	7 476,0	1,0%	4,2%
Dépôts à vue	2 154,7	2 264,6	2 336,5	2 421,6	2 488,6	2 466,9	2 604,1	2 607,4	0,1%	7,7%
Placements liquides ou à court terme	2 186,9	2 171,5	2 307,7	2 495,3	2 467,6	2 488,4	2 472,8	2 516,7	1,8%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 488,2	1 532,7	1 584,8	1 706,3	1 732,4	1 735,8	1 759,6	1 778,5	1,1%	4,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	642,1	648,2	660,1	676,8	680,5	680,5	688,1	696,9	1,3%	3,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	521,6	568,9	608,8	681,7	696,5	696,5	708,5	715,4	1,0%	4,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,8	14,5	14,5	14,8	14,8	15,2	14,8	-2,4%	1,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,5	49,1	47,0	43,1	43,2	43,2	40,5	37,7	-6,8%	-12,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	135,6	139,0	143,9	181,3	188,4	188,4	199,3	205,8	3,3%	13,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,0	112,6	110,9	108,9	109,0	109,0	108,1	107,8	-0,3%	-1,0%
Placements indexés sur les taux de marché	698,7	638,9	722,9	789,0	735,2	752,5	713,2	738,3	3,5%	-6,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	369,9	374,8	513,1	531,9	516,7	528,9	514,4	534,8	4,0%	0,5%
<i>dont bons de caisse</i>	1,2	1,8	1,7	1,3	0,8	0,8	0,6	0,6	-1,8%	-52,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	47,6	38,9	35,6	46,8	57,0	60,3	53,1	48,7	-8,2%	4,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	280,0	223,4	172,4	209,0	160,7	162,6	145,1	154,1	6,2%	-26,2%
Épargne à long terme	2 016,4	2 173,2	2 204,1	2 255,8	2 261,2	2 314,4	2 322,1	2 351,9	1,3%	4,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	439,697	445,6	448,9	457,8	459,8	461,7	472,9	476,9	0,8%	4,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	80,232	74,7	70,8	68,9	67,9	66,6	65,7	65,0	-1,0%	-5,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,778	6,0	5,7	5,7	5,7	6,2	5,6	5,5	-1,9%	-2,1%
<i>dont actions</i>	66,425	72,9	59,6	50,1	51,5	55,0	58,4	60,4	3,9%	20,7%
<i>dont obligations</i>	151,708	151,9	172,7	167,1	163,8	158,1	151,7	149,3	-1,6%	-10,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	120,388	117,2	97,1	87,6	80,0	80,1	83,0	83,6	0,8%	-4,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 151,190	1 304,9	1 349,2	1 418,5	1 432,5	1 486,6	1 484,9	1 511,2	1,8%	6,5%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J-M. PAUGAM
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : juin 2014